

Service de la Coordination et du soutien  
interministériels  
Bureau de l'environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire n°A6554 du - 2 DEC. 2024  
modifiant l'arrêté préfectoral n°1022 du 26 octobre 1983 autorisant la société COLAS,  
dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia – CS81755 – 75015 PARIS Cedex, à  
exploiter les activités de l'usine de liants routiers, implantée 5 rue des Sablières à  
AIRVAULT (79600)**

La Préfète des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE, en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 novembre 202 portant nomination de Monsieur Benoît READY, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4510 ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration notamment celle relevant de la rubrique 4801 ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale N° 1022 délivré le 26 octobre 1983 à la société COLAS pour l'exploitation d'une unité de fabrication de liants routiers, 5 Rue des Sablières, sur le territoire de la commune d'Airvault ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Benoît READY, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**Vu** la prise d'acte n° A 4725 du 3 mars 2008 actualisant le tableau de classement des rubriques de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 1022 délivré le 26 octobre 1983 à la société COLAS pour l'exploitation d'une unité de fabrication de liants routiers, 5 Rue des Sablières, sur le territoire de la commune d'Airvault ;

**Vu** la prise d'acte n° A 6499 du 9 janvier 2024 actualisant le tableau de classement des rubriques de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 1022 délivré le 26 octobre 1983 à la société COLAS pour l'exploitation d'une unité de fabrication de liants routiers, 5 Rue des Sablières, sur le territoire de la commune d'Airvault ;

**Vu** la modification notable portée à la connaissance de Madame la Préfète par la société COLAS France le 3 juillet 2024 et complétée le 23 octobre 2024 concernant le projet de modification des conditions d'exploitation de l'usine de liants située, 5 rue des Sablières à Airvault (79600) et le dossier joint ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 novembre 2024 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 18 novembre 2024 pour lui permettre de formuler des observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans un délai de 15 jours ;

**Vu** la réponse de l'exploitant formulée par courrier en date du 27 novembre 2024 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** néanmoins que la modernisation des installations, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, nécessite de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 - Exploitant

La société COLAS France, dont le n° SIRET est 329 338 883 03413 et dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia - CS81755 - 75015 PARIS Cedex, autorisée à exploiter l'usine de liants routiers implantée 5 rue des Sablières sur le territoire de la commune d'Airvault (79600), est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Madame la Préfète, les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2 – Article modifié

Les dispositions de l'article n° 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 1983, modifiées par les prises d'actes n° A 4725 du 3 mars 2008 et n° A 6499 du 9 janvier 2024 sus-visées sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques	Régime*	Intitulé	Caractéristiques
4801-1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : 800 t - 4 cuves aériennes de bitume de capacités unitaires de 100 m³ soit une capacité totale de 400 m³, - 4 cuves aériennes d'émulsion de bitume de capacités unitaires de 100 m³ soit une capacité totale de 400 m³.
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Présence de 65,3 t produits type additifs, émulsifiants dans l'usine : - TPH en IBC : 2,91 t - CDA en cuve : 12,75 t - CTAL en futs : 0,35 t - INDULIN MFS en IBC et cuve : 16,1 t - REDICOTE 404 en IBC : 3,8 t - TNB en IBC et cuves : 29,4 t
2910-A 2 (jusqu'à suppression de la chaudière de l'usine)	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio- méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse	Puissance nominale totale : 1,56 MW  Puissance du brûleur de la chaudière de l'usine : 1,56 MW Puissance de la chaudière des bureaux : 35 kW Puissance de la chaudière de l'atelier : 115 kW

Rubriques	Régime*	Intitulé	Caractéristiques
		issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	
2915-2 (jusqu'à suppression de la chaudière de l'usine)	D	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation (T°) est inférieure au point éclair (PE) des fluides. La quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) étant supérieure à 250 l	7 000 l de fluide caloporteur SERIOLA 15-10 dont le PE > 200 °C et la T° de chauffe < PE décomposé comme suit : 1 000 l dans la réserve sous la chaudière, 5 000 l dans le réseau et 1 000 l dans le hangar de l'usine

(\*) : A : Autorisation, D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle Périodique

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique	Régime	Intitulé	Caractéristiques
2.1.5.0*	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejet d'eaux pluviales dans le bassin d'infiltration du site dont la surface est de 4,2 ha

\* : rubrique intrinsèquement liée à l'ICPE

### ARTICLE 3 – Nouvelles prescriptions

#### Article 3.1 - Éléments à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection dans les 3 mois suivant la fin des phases travaux de modernisation les documents suivants :

Arrêté	article	Documents à transmettre
arrêté préfectoral du 26 octobre 1983	2.03.3 2.15	plan masse du site et diagramme de l'usine actualisés (papier et dématérialisé)
arrêté préfectoral du 26 octobre 1983 arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 décembre 1998	2.10 4.3	Plan masse du site indiquant les zones à risque (papier et dématérialisé)
arrêté préfectoral du 26 octobre 1983	2.16	Attestation de réalisation des travaux préconisés dans la mise à jour de l'étude foudre
arrêté préfectoral du 26 octobre 1983	2.22 et 9	Notification de cessation d'activité 2910
arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 décembre 1998 et du 5 décembre 2016	3.5	État des stocks et plan associé
arrêté ministériel du 4 octobre 2010	4.1 & 4.2	État initial et programme d'inspection des réservoirs
arrêté ministériel du 4 octobre 2010	6	État initial de la conception du parc amines et programme de surveillance

### **Article 3.2 - Conformité au dossier de demande de modification**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande de modification du 3 juillet 2024 et complétée le 23 octobre 2024 (en particulier l'annexe 8).

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 5 – Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'AIRVAULT et peut y être consultée ;

2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;

3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;

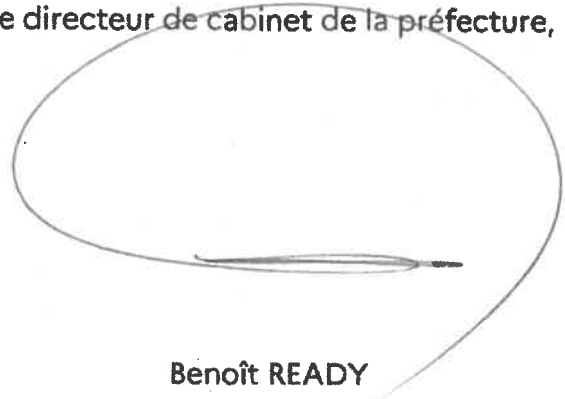
4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le sous-préfet de l'arrondissement de Parthenay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le maire d'Airvault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera notifiée à la société COLAS.

Niort, le 2 DEC. 2024

Pour la préfète et par délégation,  
Le directeur de cabinet de la préfecture,

A large, loopy handwritten signature in black ink, which appears to be "Benoît READY". The signature is contained within a large, irregular oval shape.

Benoît READY